



LETTRE D'INFORMATION MENSUELLE
DE LA CGT ET DE L'UGICT-CGT

MAI 2026

CONFÉRENCE

FOCUS Pouvoir d'achat

Info retraite - Je m'inscris.

mercredi 10 juin 2026
9 h - 12 h 30
à Hôtel de Rennes Métropole
Salle du Conseil

Christine Solaire et Didier Louvet,
formateurs à L'Union Fédérale des
Retraités de la Fédération des Services
Publics CGT, vous informeront de
l'actualité et de toutes les réformes en
cours.

**Venez nombreux et posez
vos questions !**

Posez 3 h 30 en heures d'informations
syndicales.



Nous contacter :

UGICT-CGT : Tél. 06 31 67 12 67
ugict-cgt@rennesmetropole.fr

CGT : Tél. 06 31 67 96 04
cgt@rennesmetropole.fr

La CGT propose des solutions concrètes pour les agents territoriaux de Rennes.



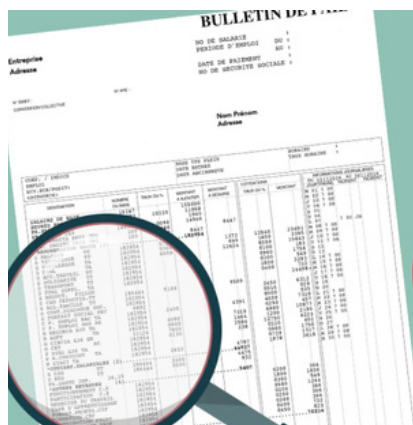
Depuis des mois, les agents de la Ville de Rennes, du CCAS et de Rennes Métropole subissent, comme tous les salariés, l'inflation, la hausse des prix et la stagnation des salaires, surtout pour les fonctionnaires. Lors du dernier Comité Social territorial, les syndicats ont demandé un geste fort aux élus pour soutenir leur pouvoir d'achat.

La CGT porte des revendications ambitieuses et immédiates.

- Avancer l'augmentation du RifSeep au 1er janvier 2026, au lieu de juillet, **avec un effet rétroactif**. Cette mesure permettrait aux agents de bénéficier dès maintenant d'une hausse de rémunération, sans attendre. **REFUSE**
 - une aide spécifique pour les agents contraints d'utiliser leur véhicule personnel, comme ceux travaillant cet été dans les centres aérés (mutualisation des moyens de transport des enfants par exemple), afin de limiter leurs frais de déplacement. **En réflexion avec la DEE**
 - appliquer dans nos collectivités le passage à 600 € de la prime pour les agents utilisant leur véhicule, comme l'a annoncé le 20/05/2026 le chef du gouvernement : **analyse en cours du nombre d'agents concernés résidant hors Rennes Métropole**
 - augmenter le montant de la prime vacances : **pas de réponse**
- L'administration a proposé de réfléchir sur la révision du plan de déplacement pour favoriser le covoiturage pour les agents éloignés des transports en commun. Une mesure utile, mais largement insuffisante face à l'urgence sociale.
- Les autres syndicats ont avancé des idées comme l'augmentation de la valeur faciale des titres-restaurant, qui alourdit le reste à charge pour les agents, ou l'intégration des trottinettes électriques dans les aides vélo, une solution qui ne concerne qu'une poignée de salariés.
- La situation exige des actes forts. Les propositions de la CGT offrent une réponse solide et équitable à l'urgence sociale. À quand le passage des discours aux décisions? Les agents de Rennes attendent une réponse à la hauteur de leurs besoins.
- Mais arrivera-t-elle avant la période des vacances d'été ?**

EN BREF

Comprendre votre bulletin de paie



Votre bulletin de paie de la Ville de Rennes, Rennes Métropole ou du CCAS vous semble illisible ? Ne restez plus dans l'ignorance !

En 30 min, le diaporama "Comprendre un bulletin de paie" de la DRH décrypte tout : en-tête, rémunération, cotisations, net à payer. Exemples concrets et explications claires sur traitement, NBI, IFSE...

Décryptez, comprenez et maîtrisez votre salaire dès maintenant !

Lien : <https://rennesmetropole.syndicatcgt.fr/2026/05/comprendre-un-bulletin-de-paie/>

Info Syndicale

Réunion des maîtres nageurs sauveteurs de la Direction des Sports

Mardi 2 juin 2026

12h00 - 14h00

Salle Colette Besson
(parking Brequigny)

- Ouverture de la piscine de Villejean et impacts sur l'organisation du travail,
- OATT et métier des ETAPS,
- Organisation du travail et contrôle de la qualité de l'air dans les piscines,
- Mouvements des personnels...
- Elections professionnelles, autres ...

Posez 2 h en heures d'informations syndicales.



La CGT porte la voix des agents et exige des actes concrets



Le Comité Social Territorial (CST) du 30 avril 2026 a été l'occasion pour la CGT de rappeler les défis majeurs auxquels sont confrontés les agents des collectivités de Rennes Métropole et de la Ville de Rennes.

Entre réorganisations imposées, manque de reconnaissance et conditions de travail dégradées, cette instance de dialogue social a mis en lumière des injustices structurelles qui pèsent sur le quotidien des travailleurs et travailleuses territoriaux.

Des réorganisations à la concertation illusoire. Plusieurs points de l'ordre du jour concernaient des réorganisations de services, comme celle du secteur citoyenneté ou de la plateforme logistique. Pourtant, malgré les annonces de "concertation", les agents dénoncent des décisions prises à la hâte, sans prise en compte de leurs retours.

Les fiches de poste incomplètes, les délais serrés et l'absence de vision claire ont généré un climat de mal-être, aggravé par des départs non anticipés et une perte de sens au travail. La CGT a insisté : une réorganisation ne peut réussir sans implication réelle des équipes et sans moyens humains adaptés.

Précarité, inégalités et manque de transparence. Le bilan disciplinaire 2025 a révélé des déséquilibres inquiétants : les sanctions les plus lourdes touchent majoritairement les hommes, tandis que les comportements discriminatoires (sexisme, racisme, maltraitance) persistent.

La CGT a demandé le renforcement des formations obligatoires sur les risques psycho-organisationnels et la mise en place de cellules d'écoute pour prévenir les récidives.

Par ailleurs, les rapports sociaux uniques (RSU) présentés manquent cruellement de données, notamment sur la prévention des risques professionnels ou les dispositifs de signalement des violences. Comment évaluer les progrès sans indicateurs fiables ? La CGT exige que tous les budgets et plans d'action soient rendus publics et associés à des moyens concrets.

Carrières et rémunérations : des promesses non tenues. L'Agenda Social 2024-2027 et les Lignes Directrices de Gestion ont été passés au crible.

Malgré quelques avancées (comme la revalorisation de la complémentaire santé), la CGT dénonce :

- Le report répété de la mise à plat de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI).
- Le maintien de critères internes qui bloquent les promotions, alors que le gouvernement a supprimé les ratios pour les catégories B.
- L'absence de réponse sur la sécurisation des emplois précaires ou l'aménagement des fins de carrière, alors que 25 % des agents ont plus de 55 ans.

Mobilisation et perspectives. Face à ces constats, la CGT a réaffirmé ses revendications : Indexation des salaires sur l'inflation pour faire face à la hausse du coût de la vie. Création de postes permanents plutôt que de contrats précaires (comme les "contrats de projet" critiqués).

Renforcement des moyens pour la cellule Discrim'alerte et les services de prévention. Retour du paritarisme dans les instances de dialogue social, pour une démocratie locale effective.

Retrouvez l'ensemble de nos interventions et le relevé de décisions via le lien suivant :

<https://rennesmetropole.syndicatcgt.fr/2026/04/interventions-cst-rennes-26-04-30/>